

1918

LA TURQUIE

CONFÉRENCE

de M. ANDRÉ MANDELSTAM

Docteur en Droit International de l'Université de Petrograd,
Associé de l'Institut de Droit International,
Ancien Premier Drogman de l'Ambassade de Russie à Constantinople,
Ancien secrétaire de la Seconde Conférence de la Paix.



IMPRIMERIE M. FLINIKOWSKI

216, BOULEVARD RASPAIL, 216

PARIS

1918

LA TURQUIE

CONFÉRENCE

de M. ANDRÉ MANDELSTAM

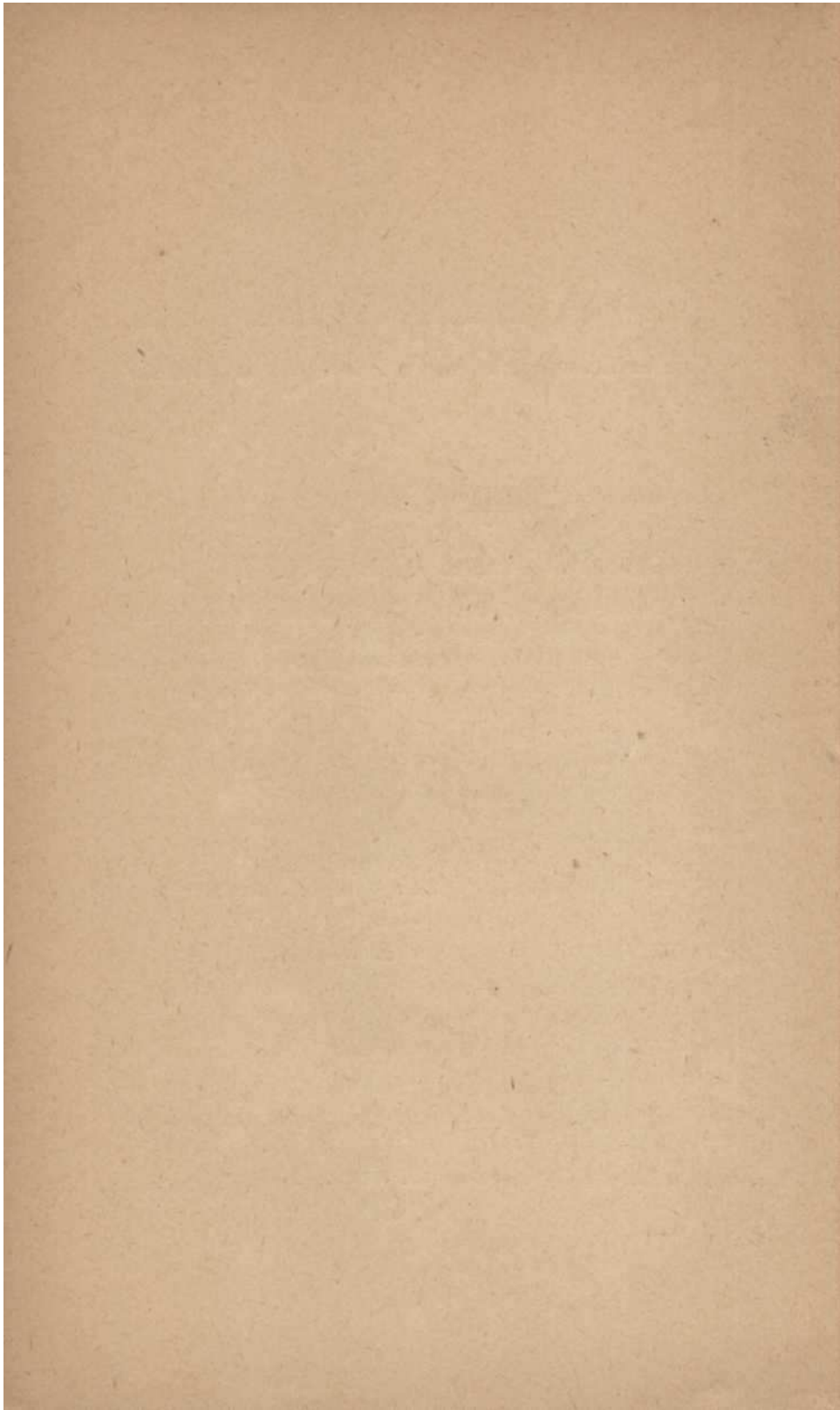
*Docteur en Droit International de l'Université de Petrograd,
Associé de l'Institut de Droit International
Ancien Premier Drogman de l'Ambassade de Russie à Constantinople,
Ancien Secrétaire de la Seconde Conférence de la Paix*



IMPRIMERIE M. FLINIKOWSKI

216, BOULEVARD RASPAIL, 216

PARIS



LA TURQUIE

Conférence de M. André MANDELSTAM

La Société de Sociologie de Paris, dans sa séance du mercredi 13 Mars 1918, présidée par M. A. Ribot, ancien Président du Conseil, poursuivant son étude des pays balkaniques, aborda celle de la Turquie.

M. ANDRÉ MANDELSTAM, docteur en droit de l'Université de Pétrograd, associé de l'Institut de droit international, qui fut premier drogman de l'ambassade russe en Turquie, puis directeur du département juridique au ministère russe des affaires étrangères, fit sur ce sujet la communication que voici :

Je remercie la *Société de Sociologie* de Paris de l'honneur qu'elle me fait en m'invitant à lui parler de la Turquie. J'attribue cet honneur au seul fait que pendant seize ans j'ai occupé à l'Ambassade de Russie à Constantinople des postes qui me facilitaient l'observation de la vie politique et sociale de ce pays. C'est donc en cette qualité de *témoin* que je me permettrai de parler de l'Empire ottoman tel qu'il m'a apparu pendant les dernières dix années du règne d'Abdul-Hamid et pendant l'épopée jeune turque. Je tâcherai de vous présenter en raccourci l'œuvre

accomplie par les Turcs pendant ces années et d'en tirer quelques conclusions d'ordre sociologique qui auront peut-être le don d'intéresser votre docte assemblée.

I

Les traits distinctifs de l'Etat hamidien vous sont certainement connus. C'était une despotie, théocratique et nationaliste.

En premier lieu, la Turquie hamidienne était un état *despotique*. Tout le pouvoir réel était concentré entre les mains du Sultan. La Sublime Porte traînait une misérable existence à côté du palais tout-puissant. C'est de ce palais que dépendaient les nominations à toutes les charges importantes de l'Etat. Et cependant Abdul-Hamid, sans aucune confiance en ses créatures, intervenait à chaque moment dans la marche des affaires. La parole, l'ordre d'un Grand-Vizir ou d'un ministre étaient à chaque moment annulés par le contre-ordre d'un secrétaire du Palais. Valis et Ambassadeurs se trouvaient constamment dans l'obligation de désobéir aux prescriptions les plus formelles de leurs supérieurs directs.

L'espionnage, à l'entretien duquel le Sultan affectait une grande partie du trésor national, était devenu une véritable institution publique, qu'il fallut, après la Constitution, abolir par iradé spécial. Parents et enfants, élèves et professeurs, chefs et subordonnés s'espionnaient mutuellement au profit du Souverain. Le redoutable virus pénétrait goutte à goutte dans la moelle du peuple turc et l'empoisonnait lentement,

mais sûrement. On peut dire sans exagération que le mot *journal* (en turc — dénonciation) était le symbole de l'ère d'Abdul-Hamid.

A l'ombre du trône impérial, les Spires, grands et petits, soumettaient le malheureux pays à des corvées et tailles sans merci. Le gouvernement hamidien a été souvent caractérisé comme une vaste organisation pour la spoliation et le pillage. On ne saurait mieux dire. Il n'existait pas le moindre contrôle sur les finances. Le soi-disant budget soumis au Sultan n'était même pas publié.

Avec une logique féroce, le Sultan veillait à ce que toutes les institutions d'Etat et toute la vie sociale fussent au niveau de son système de terreur et d'exploitation. Les libertés communales et provinciales n'existaient que sur le papier. Les tribunaux fonctionnaient sous la double impulsion du bakchiche et des injonctions du Palais. La presse gémissait sous la férule de la plus grotesque et la plus impitoyable censure préventive. L'instruction publique était confiée à des personnes réputées pour leur ignorance. L'enseignement supérieur était réduit à néant; toutes les disciplines « dangereuses » telles que la philosophie, les sciences naturelles, le droit public, étaient soigneusement bannies de la soi-disant Université de Stamboul. Mais la théologie musulmane elle-même n'était pas plus heureuse : les livres sacrés musulmans étaient bien souvent confisqués et brûlés sur l'ordre du Sultan, qui redoutait l'influence des « pensées subversives » qu'ils renfermaient sur les devoirs du Calife à l'égard de son peuple.

L'état *despotique* d'Abdul-Hamid était, en même temps, une *théocratie musulmane* opprimant tous les peuples chrétiens soumis à sa loi, et un Etat *nationaliste turc*, sournoisement hostile même aux peuples musulmans non-turcs, tels qu'Arabes, Albanais et Kurdes. Il est vrai que sous Abdul-Hamid le panturquisme ménageait les musulmans. Il se servait des *Kurdes* comme complices dans l'œuvre de la destruction de la race arménienne, et des *Albanais* pour décimer l'élément serbe. Quant aux *Arabes*, la politique panislamiste inaugurée par Abdud-Hamid imposait à la Turquie une extrême prudence et tous les ménagements possibles. En particulier, l'astucieux Sultan ne se souciait nullement de provoquer par de maladroites persécutions la défection du Chérif de la Mecque, descendant du prophète Mahomet, et pouvant comme tel dénoncer le Calife touranien comme usurpateur devant le monde musulman. C'est aux Jeunes-Turcs qu'il fut réservé de porter, par les excès de leur pantouranisme, un coup mortel au panislamisme.

A l'accusation de persécuter leurs sujets chrétiens, les Turcs ont coutume d'opposer les libertés religieuses et administratives accordées par le Sultan Mahomet II le Conquérant, le régime des Patriarcats. Il faut cependant constater que ces libertés n'étaient que la conséquence logique du caractère exploiteur de l'Etat musulman turc. En effet, il ne pouvait entrer dans l'intérêt des conquérants turcs de massacrer tous leurs nouveaux sujets chrétiens et de se priver ainsi de forces économiques taillables et rançonnables à merci ;

la même raison s'opposait à la *conversion* de ces rayas, conversion qui, d'après la loi sacrée, les aurait rendus les égaux des vainqueurs. Force était donc aux sultans de reconnaître aux différentes *nations* (millets) non musulmanes des privilèges religieux, scolaires et même juridiques dans le domaine où ne pouvait s'étendre, de par sa nature, le droit sacré musulman (le chéri).

Les Patriarcats Œcuménique (grec), Arménien, d'autres de moindre importance encore, purent ainsi porter à travers le temps le flambeau de leurs nationalités. Mais ne nous y trompons pas. Ce n'était pas l'effet de la tolérance des Turcs, mais celui de leur incapacité à créer un Etat fondé sur l'égalité entre tous les sujets sans distinction de race ou de religion. Tout le martyrologe des nations non-musulmanes contredit la thèse ottomane d'un prétendu libéralisme ayant présidé à la création et au maintien des Patriarcats. L'autonomie spirituelle des chrétiens n'entravait pas le moins du monde l'empire absolu des Turcs sur leurs corps et leurs biens. Pendant des siècles, les chrétiens étaient l'objet d'une honteuse exploitation et de sanglantes persécutions de la part des Turcs. Il est vrai que les Patriarcats avaient le droit de porter leurs doléances à la Sublime Porte et qu'ils usaient de ce droit. Mais ces plaintes n'étaient jamais suivies que de promesses fallacieuses. On pouvait dire que les Patriarcats n'étaient que des enregistreurs officiels des crimes turcs commis envers leurs ouailles. Et le fameux droit de plainte tournait à la plus sinistre comédie.

Je suis arrivé en Turquie en 1898, lorsque l'impression des premiers massacres arméniens en 1896 était encore fraîche. Il faut dire que, comme organisation nationale, les Arméniens étaient peut-être plus favorisés que n'importe quelle autre « nation » ottomane. Ils avaient même depuis 1863, à côté de leur Synode et Conseil, une Assemblée Générale où les délégués des lointaines provinces pouvaient faire entendre leurs doléances. Mais à quoi cela leur servit-il ?

Il n'est que juste de constater qu'en Arménie, l'ère des massacres en règle et sur ordre n'a été introduite que sous Abdul-Hamid. Ce n'est pas que les Turcs des siècles précédents eussent été meilleurs. Mais les malheureux paysans arméniens, dans l'Arménie proprement dite, s'étaient accoutumés peu à peu au joug des seigneurs kurdes qui leur laissaient, pour employer l'expression d'un Consul Français, « généralement assez pour vivre ». Et dans tout l'empire, les Turcs exploitaient l'activité du marchand et du banquier arméniens et profitaient même assez souvent, dans leurs administrations, de la finesse de l'intelligence arménienne. Vers le milieu du XIX^e siècle, les maîtres étaient même tellement contents des esclaves qu'ils leur donnaient le surnom de « nation fidèle » (*milleti sadyka*) pour les distinguer des autres nations qui, comme la grecque, s'efforçaient de secouer leur joug.

Pourquoi alors les massacrer ? La raison en est très intéressante à constater pour la psychologie des Turcs. C'est que la « *nation fidèle* » arménienne

commença lentement, mais sûrement à se relever sous le rapport matériel et moral, et que les Turcs virent un danger mortel dans ce relèvement, dépassant leurs buts d'exploiteurs. Ne pouvant pas rivaliser dans le domaine de la civilisation avec les Arméniens, les Turcs préférèrent les réduire à un état d'impuissance. Ils laissèrent d'abord leurs armées mettre à feu et à sang l'Arménie pendant les guerres de 1856 et de 1877. Puis, lorsque les traités de San-Stefano et de Berlin eurent imposé à la Porte l'obligation des réformes arméniennes, celle-ci entreprit contre les grandes puissances une sourde lutte dont l'enjeu était l'existence même du malheureux peuple.

Les massacres de 1895 ne furent pas l'explosion spontanée d'un fanatisme religieux ou de race ; ils furent froidement organisés par le gouvernement d'Abdul-Hamid. Parmi tant de témoignages de ce fait historique je me borne à citer ce passage d'une dépêche du Chargé d'affaires de France M. de la Boulinière du 3 septembre 1896 : « Je ne pourrais citer à Votre Excellence la série interminable des faits qui prouvent jusqu'à l'évidence que c'est le Sultan lui-même qui arme les bras de ces assommeurs et leur enjoint de courir sus à tout ce qui est arménien. » Et encore ce télégramme de M. Meyrier, Consul de France à Diarbékir (3 novembre 1896) : « Je vois de chez moi les soldats, zaptiés et kurdes en grand nombre, qui tirent sur les chrétiens... » Environ 100.000 Arméniens périrent dans ces massacres, précédés presque toujours par les tortures les plus raffinées, les femmes subissant avant leur mort les

derniers outrages et les petits enfants même ne trouvant aucune grâce devant les bourreaux. M. Lepsius, un Allemand très vieux-jeu, a constaté sur place : 1° que les massacres ont été préparés et organisés par les autorités civiles et militaires ottomanes elles-mêmes ; 2° que dans toute l'Arménie, les Arméniens n'avaient rien fait qui justifiait la sentence prononcée contre eux.

En 1903, j'ai été chargé, en commun avec le Consul austro-hongrois Para, d'une enquête dans le Vilayet de Kossovo, provoquée par les plaintes des villageois macédoniens. Nous avons parcouru presque tous les villages de ce vilayet et nous avons constaté les plus révoltants abus des autorités ottomanes et les plus effroyables méfaits de la soldatesque turque. Le rapport résultant de notre enquête commune fut soumis aux Ministres des Affaires étrangères russe et austro-hongrois lors de l'entrevue de Murzsteeg. Cette expérience, jointe à celle d'un long service à l'Ambassade de Russie à Constantinople, me permet de témoigner que le système turc de gouverner les populations chrétiennes de l'empire était celui d'une exploitation et d'une persécution honteuse, ayant comme but évident l'extermination progressive de la population chrétienne. Ce témoignage ne vient d'ailleurs que corroborer des faits acquis à l'histoire et j'aurais tort d'y insister.

Ce régime hamidien-despotique envers tous les sujets de l'empire, destructeur vis-à-vis des races non-musulmanes, était, sans nul doute, inspiré par un seul homme — Abdul-Hamid, le Sultan Rouge.

Mais était-il contraire ou conforme aux vrais tendances et sentiments de la race turque? Voilà le problème sociologique qui se pose.

Témoin oculaire du régime hamidien et de toutes ses horreurs, j'ai cependant hésité à en confondre le caractère avec celui du peuple turc lui-même. Certes, le régime d'Abdul-Hamid n'aurait pu durer trente-trois ans, si une large couche de la nation, corrompue jusqu'aux moelles, n'y avait trouvé son profit. Certes, pour ériger l'espionnage en institution d'Etat, il fallait que le niveau moral de la nation fût bien bas. Certes, les massacres en Arménie, les tueries et pillages en Macédoine, témoignaient de la cruauté non seulement des soldats turcs, mais du bas peuple qui y prenait part. Cependant vers la fin du règne, l'oreille de l'observateur attentif entendait des courants plus frais monter vers la surface de cette mare immense d'ignominie et de turpitude. La jeunesse turque, surtout la jeunesse militaire, s'agitait. Des milliers de jeunes gens étaient jetés en prison; d'autres prenaient le chemin de l'Europe et criaient à la face du monde que le peuple turc était foncièrement bon et noble et que son gouvernement seul le déshonorait en commettant en son nom des crimes dont l'horreur faisait frémir ses sujets turcs non moins que l'Europe.

Les Jeunes-Turcs sont arrivés au pouvoir, et s'y maintiennent depuis 1908. L'histoire ne pourra donc pas dire que les crimes de ses sultans ont empêché le peuple turc de montrer à l'univers son âme véri-

table. En tout cas, nous sommes dans une meilleure posture pour saisir cette âme turque.

Quel est le bilan de la politique intérieure des Jeunes-Turcs depuis 1908 jusqu'à la guerre ?

Il nous semble qu'on peut diviser cette vie politique jeune-turque en quatre périodes.

1^o Pendant la première période, qui ne dura que neuf mois (juillet 1908-avril 1909), les Jeunes-Turcs firent un sincère effort d'opposer au despotisme de la théocratie turque l'idéal d'un Etat ottoman et libéral. Cet idéal ne comprenait cependant que la reconnaissance des droits de chaque citoyen, comme ottoman, et non pas la garantie des droits des différentes nationalités de l'empire. Il ne se trouva pas parmi eux de véritables hommes d'Etat capables de comprendre que seule la *décentralisation* présentait des chances pour sauver l'empire. Au contraire, ils virent dans ce principe un ferment de désagrégation. Le 25 octobre 1908 déjà, Hussein Djahid Bey put dire dans le *Tanine* qu'après tout la nation turque était et resterait la nation dominante en Turquie (milleti hakimé). Les relations entre Turcs et allo-gènes revêtirent donc bientôt et fatalement un caractère de méfiance et d'hostilité.

Mais sous réserve de cette faute capitale de vouloir ottomaniser les races de l'empire, il faut reconnaître les efforts sincères que firent les Jeunes-Turcs pendant cette période pour introduire un régime libéral en faveur de tous les ottomans et pour émanciper la vie sociale et juridique ottomane de la tutelle

pesante de la loi sacrée musulmane, le Chéri. Et c'est de cette lutte contre le Chéri que profita le Sultan Abdul-Hamid, laissé sur le trône, pour grouper contre les gens de l'Union et Progrès, le bas clergé, inquiet de voir diminuer son influence, ainsi que les réactionnaires et les allogènes ; et il put ainsi évincer temporairement les Jeunes-Turcs du pouvoir, par le fameux coup d'Etat du 31 mars (13 avril 1909).

2° Il semblait vraiment, pendant la courte période précédant ce coup d'Etat, surtout pendant ses premiers mois, qu'un nouveau vent soufflât sur le pays et le secouât quelque peu de sa torpeur séculaire. La Chambre travaillait avec ardeur à l'élaboration des lois qui devaient garantir les libertés politiques et épurer l'administration ; la presse turque eut une courte, mais assez brillante floraison ; on vit renaître la littérature et le théâtre turcs, complètement baignés sous Abdul-Hamid ; les questions d'intérêt général étaient avidement discutées dans de nombreuses réunions publiques... Les Jeunes-Turcs avaient-ils vraiment réveillé la véritable âme turque ?

Hélas ! Dès que se fût produit le coup d'Etat réactionnaire du 31 mars, dès que les soldats ignorants eurent massacré leurs officiers et proclamé « la Constitution du Chéri », on put voir que le mouvement n'avait pas de racines dans le pays et que le gros des troupes jeunes-turques ne se composait que d'aventuriers prêts à trahir aussitôt que l'intérêt personnel l'exigerait. Ayant assisté de la loge diplomatique à presque toutes les séances libertaires du parlement jeune-turc, je fus aussi témoin de sa honte, lorsque

après la fuite des chefs de l'Union, il s'humilia lâchement devant le Sultan Rouge et publia des appels déshonorants au pays. Ce qui n'empêcha d'ailleurs pas ce Parlement de déposer le même sultan lorsque, après 13 jours (le 26 avril 1909), Mahmoud Chefket Pacha eut pris Constantinople et que les Jeunes-Turcs se furent emparés définitivement du pouvoir.

Mais un revirement plus curieux encore se produisit, après ce retour, dans la mentalité des chefs jeunes-turcs eux-mêmes. C'est ce changement que je signale tout particulièrement à l'attention de tous ceux qui s'intéressent aux lois d'après lesquelles évolue l'âme turque. La réaction écrasée, ils étaient maintenant les maîtres absolus de la situation. Ils pouvaient réaliser tous leurs idéals par la force. Et c'est justement à ce moment qu'ils commencèrent à les renier et à les trahir.

Car que firent les Jeunes-Turcs pendant cette seconde période de leur règne, jusqu'à leur chute provisoire, en juillet 1912? Ils abandonnèrent peu à peu les grands principes de leurs premiers jours, la tolérance religieuse et le libéralisme, et jusqu'à l'ottomanisme. Ils firent d'abord leur paix avec l'Islam militant et mirent la nouvelle constitution radicale sous la protection de la loi sacrée musulmane. En même temps, ils devinrent des panislamistes plus ardents qu'Abdul-Hamid lui-même. L'ottomanisme fit place à un nationalisme aigu qui se manifesta par des persécutions et des répressions sanglantes des éléments non turcs.

Si les Jeunes-Turcs n'ont peut-être pas organisé les

massacres arméniens d'Adana, en tout cas leurs troupes y ont pris part. Et en présence de ses horreurs, les gouvernants firent preuve d'une grande lâcheté, en tâchant d'atténuer les responsabilités de l'élément turc et en ne sévissant que très mollement contre les assassins. En Macédoine furent vite détruits tous les germes de la vie publique qui avaient commencé à s'y développer pendant les premiers mois de l'ère nouvelle ; et sous l'empire des lois féroces, la malheureuse population se trouva bientôt dans la même situation que sous Abdul-Hamid. Les Albanais, qui cependant avaient puissamment contribué au succès de la révolution, se virent refuser tout droit au développement national et subirent des expéditions militaires qui ravagèrent le pays. Les Jeunes-Turcs ne surent même pas gagner la confiance des Arabes qui constituaient l'élément musulman le plus nombreux de l'empire. Sous ce rapport, leur politique fut particulièrement à courtes vues, car, tout en voulant faire du panislamisme en dehors de la Turquie, ils démontrèrent clairement qu'ils plaçaient l'idéal pantouranien au-dessus de la solidarité musulmane.



Ce chauvinisme toujours croissant allait de pair avec un retour accéléré au despotisme. La lutte contre l'opposition turque elle-même prit bientôt des formes de plus en plus terroristes. Vers la fin de la période, les Jeunes-Turcs résolurent de remanier la Constitution dans un sens hostile au Parlement et favorable

au Sultan, leur prisonnier docile. Et, en présence de l'opposition du Parlement, ils n'hésitèrent pas à le dissoudre et à se créer de la nouvelle Chambre, à l'aide d'élections savamment contrôlées, un instrument docile. C'est alors seulement qu'une ligue militaire, dite des « Sauveurs de la Nation », renversa le gouvernement jeune-turc et amena au pouvoir l'opposition dite libérale.

3° Que représentait cette opposition dont le passage au pouvoir ne dura que six mois (juillet 1912-janvier 1913)?

Au début du règne jeune-turc, le prince Sabaheddine avait fondé la ligue de l'initiative privée et de décentralisation qui fut bien vite réduite à l'impuissance par les Jeunes-Turcs. D'ailleurs cette ligue, et le parti des « Ahrar », qui la remplaça pour peu de temps, comptaient beaucoup d'allogènes et peu de Turcs ; on ne saurait donc la prendre pour un profond courant dans la nation turque elle-même. Le parti oppositionnel turc de l'*Entente Libérale*, qui se forma pendant la seconde période, était bien turc, mais ne correspondait à aucun idéal politique distinct de celui des Jeunes-Turcs. C'était tout simplement le groupement des intérêts et des appétits non-satisfaits.

Les programmes d'Union et Progrès et de l'Entente Libérale variaient peu et étaient également peu sincères. Les Jeunes-Turcs, radicaux et ottomans, s'étaient officiellement inclinés devant l'Islam et le turquisme ; leurs ennemis, pour la plupart des réactionnaires dans l'âme, s'affublèrent de l'étiquette libérale et se déclara-

rèrent pour la constitution et pour le respect du droit des nationalités. L'opposition ne pouvait donc trouver sa raison d'être officielle que dans la façon dont les Jeunes-Turcs appliquaient les principes de la révolution. Mais la vraie raison de ce mécontentement d'une partie de l'opinion publique turque avait une toute autre source. Le petit groupe de politiciens tout à fait inconnus qui avait pu s'emparer du pouvoir et en usait dans son intérêt personnel, provoquait de terribles jalousies. Ceux qui n'avaient pas eu la part du butin qui leur revenait dans leur pensée, se révoltèrent contre le parti au pouvoir.

Ce jugement semblera sévère, mais il se trouve confirmé par la conduite du parti libéral, arrivé au gouvernement. Car leur règne éphémère fut animé non pas du souffle généreux qui aurait pu sauver la patrie, mais d'un esprit mesquin de rancune et de vengeance. Le sort des malheureuses populations non musulmanes ne fut aucunement adouci ; la lutte contre les ennemis politiques se poursuivait par les mêmes méthodes. Manquant comme les Jeunes-Turcs de véritables hommes d'Etat, les libéraux n'avaient pas même la farouche énergie de ces derniers. On peut dire que pendant les six mois qu'elle resta au pouvoir, l'opposition étala devant le monde une insuffisance plus marquée encore que l'insuffisance jeune-turque. Les libéraux ne surent pas remédier à l'état de choses créé par leurs prédécesseurs et se trouvèrent impuissants devant la crise provoquée par la guerre balkanique. C'est pourquoi l'armée, véritable régulatrice de l'exercice du pouvoir, se tourna derechef du côté des

Jeunes-Turcs et, le 10 janvier 1913, ceux-ci s'emparèrent de nouveau du pouvoir.

4° La quatrième période du régime jeune-turc, qui nous mène jusqu'à la guerre, apparaît dans le plein sens du mot, comme la période de la *terreur*. Le triomphe temporaire de leurs ennemis n'avait pas démontré aux Jeunes-Turcs la nécessité d'un changement radical de leur politique. Et l'on peut dire que, pendant cette période, le règne d'Enver, de Talaat et de Djémal était devenu une contrefaçon de celui d'Abdul-Hamid. L'hostilité à tout progrès, à l'exception de quelques réformes inévitables, — surtout dans le domaine économique et financier, — le despotisme et la terreur comme seuls principes de gouvernement, le panislamisme comme soutien de la politique étrangère, l'octroi des privilèges aux provinces non-turques seulement sous la pression de l'Europe — et encore avec l'intention bien arrêtée de ne tenir aucun compte des promesses faites, enfin la persécution et le massacre des chrétiens jusqu'à l'intervention des puissances — voilà bien les traits distinctifs, et du régime du *Sultan Rouge* et de celui du *Triumvirat Rouge*.

C'est dans cette masse amorphe, gluante et en décomposition de l'Etat talaato-hamidien que vinrent s'enfoncer, dans la matinée historique du 29 juillet 1914, les proues sinistres des navires de proie allemands le *Goeben* et le *Breslau*.

Leur arrivée était bien préparée en partie par le patient travail de la diplomatie allemande. Mais, et c'est le seul côté de la question qui nous intéresse ici, il l'était aussi par une prédisposition spéciale des diri-

geants du peuple turc pour l'évangile allemand. L'amitié sincère dont l'Entente, dès les premiers jours de la révolution, fit preuve à l'égard de la nouvelle Turquie, ne fut appréciée par celle-ci que pendant très peu de temps. La raison en était, que les sympathies pour le nouveau régime ne pouvaient induire la Russie, la France et l'Angleterre à appuyer la politique jeune-turque, lorsqu'elle entra résolument dans les voies d'Abdul-Hamid, que ces trois puissances avaient toujours combattues. La persécution des peuples non-turques provoqua donc de la part de l'Entente la même opposition que du temps du Sultan Rouge. Par contre, l'Allemagne et l'Autriche non seulement ne contrecarraient pas la sanglante politique des Jeunes-Turcs, à l'intérieur, mais encore excitaient et encourageaient leurs ambitions les plus folles et les plus effrénées, à l'extérieur. L'Allemagne poussait les Turcs vers la Perse, vers l'Égypte, vers le Caucase. Et les politiciens jeunes-turcs ne s'apercevaient pas qu'ils servaient tout simplement les visées pangermanistes ; ils ne sentaient pas que le lacet allemand entortillait de plus en plus tous leurs membres. Même la guerre balkanique, résultat de leur politique à courtes vues, ne dessilla pas leurs yeux et les jeta au contraire, définitivement, dans les bras de l'Allemagne. Ils furent les misérables jouets d'une diplomatie fourbe et sans scrupules, qui sut exploiter habilement tous les côtés naïfs, grossiers et cruels de leur caractère, et qui finit bientôt par régner sur leurs conseils, comme l'état-major allemand sur leur armée. Toute la politique extérieure des Jeunes-Turcs

depuis leur avènement jusqu'à la guerre, doit donc être qualifiée, d'après ses résultats, comme antinationale. Car si ces politiciens ont voulu faire du panturquisme et du panislamisme au détriment des puissances de l'Entente, ils n'ont abouti qu'à livrer leur pays aux griffes du pangermanisme.

L'entrée en guerre de la Turquie a été précédée par une période de *neutralité* qui fut, en réalité, une violation continuelle et cynique de toutes les règles, de tous les usages de la neutralité au profit de l'Allemagne et au détriment des puissances de l'Entente. En présence de l'attitude incorrecte et déloyale de la Turquie, les puissances de l'Entente ont cependant fait preuve d'une longanimité sans précédent. Et pour ramener la Turquie à une stricte neutralité, elles lui ont proposé de sérieux avantages et la garantie de son indépendance et de son intégrité. La Turquie a cependant repoussé ces propositions et a préféré entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne. Ses défenseurs tâchent maintenant de motiver cette entrée par la nécessité de parer au danger du dépècement de l'empire par les puissances de l'Entente et d'émanciper la souveraineté ottomane de toute tutelle. Cette argumentation est fautive par sa base, qui consiste à nier le caractère chauvin et panislamique de la jeune Turquie aussi bien que de l'ancienne. Ce sont les manifestations sanglantes de ce caractère de l'Etat turc qui ont motivé toutes les interventions de l'Europe et toutes les amputations de l'empire ottoman. C'est parce que les aventuriers jeunes-turcs savaient que la garantie de l'indépendance et de l'intégrité offerte par les puis-

sances de l'Entente n'impliquerait jamais la liberté de détruire toutes les races non-turques de l'empire, qu'ils l'ont refusée. Et c'est parce que l'Allemagne, trahissant l'Europe civilisée, a donné carte blanche aux vieux instincts touraniens, que les Enver et les Talaat ont lié les destinées de la Turquie à celles de l'empire des Hohenzollern.

En passant maintenant à *l'œuvre turque accomplie sous l'Allemagne* depuis la guerre, je ne m'arrêterai qu'à l'aspect principal de la politique turque intérieure : la réalisation presque intégrale de l'idéal pan-turc, par la destruction des nationalités non-turques. Le Gouvernement jeune-turc a décidé, de propos délibéré, de profiter de la grande guerre pour liquider la question *arménienne* en supprimant les Arméniens par des méthodes plus radicales que celles d'Abdul-Hamid. Le gouvernement, le Comité et surtout Enver et Talaat sont coupables d'avoir organisé, sous forme de déportation, les massacres d'environ 1 million d'Arméniens, lesquels massacres ont été commis par les soldats et les gendarmes turcs et la populace, ainsi que par les villageois turcs et kurdes, avec la plus grande cruauté et en recourant aux plus odieuses tortures. — La population *grecque de l'Asie Mineure* a été également en butte aux plus odieuses persécutions et au massacre. Le petit peuple *nestorien* a souffert de la part des assassins jeunes-turcs un martyre qui approche celui des Arméniens. Sans l'ombre d'une provocation de leur part, le gouvernement turc a mis à feu et à sang le pays des chrétiens syriaques du

Hekkiari, en a massacré une partie, a détruit leurs humbles demeures et a forcé le reste à fuir à l'étranger. Enfin, une grande partie de la population chrétienne du Liban a succombé à la famine artificiellement organisée par les autorités turques. En outre, en Syrie, se sont déroulées d'odieuses persécutions de l'élément arabe chrétien ou musulman. Les patriotes arabes, coupables d'avoir voulu soustraire leur pays à la tyrannie turque, ont été exécutés, et leurs familles ont été déportées. — Les Juifs eux-mêmes, toujours favorisés sous l'ancien régime turc, furent en butte à des persécutions.

II

J'ai cru devoir résumer tous ces faits généraux pour donner plus de force à mes appréciations sur le caractère turc que je me permettrai maintenant de vous soumettre.

Il est évident que dans un pays aussi arriéré que la Turquie, où la masse du peuple a été toujours pliée sous l'autorité d'un seul, ou, dernièrement, sous l'autorité d'une oligarchie, il est bien difficile de démêler la véritable âme du peuple, qui ne se manifeste ordinairement que par sa passivité ou par des soubresauts occasionnels. Il faut donc absolument parler séparément des forces dirigeantes et des dirigés.

1. Les classes dirigeantes turques sont avant tout exploiteuses. Depuis la conquête, les pachas turcs ont considéré les chrétiens comme des rayas, c'est-à-dire comme du bétail. Mais le peuple turc lui-même

a été de tout temps écrasé par des impôts et par les exactions des satrapes de provinces. Sous Abdul-Hamid, la vénalité et la corruption des fonctionnaires turcs, d'ailleurs presque jamais payés, étaient proverbiales. La corruption était une institution d'Etat. Le régime jeune-turc ne changea pas grand'chose à cette mentalité des gouvernants turcs. La bande d'Union et Progrès s'est enrichie aux dépens du peuple avec une désinvolture non moins grande que celle des serviteurs d'Abdul-Hamid.

Ainsi, au commencement de la guerre, le Comité Union et Progrès organisa à Constantinople un syndicat des marchands de céréales et de comestibles (esnaf djémiéti) qui, malgré son caractère soi-disant privé, ne manqua pas de devenir une véritable bande d'accapareurs officiels. Et je m'en voudrais de vous priver de la lecture du passage suivant du discours du ministre des Finances Djavid Bey, prononcé en mars 1917, au Parlement ottoman : « Une partie de ceux qui ont fait fortune durant les hostilités ont réussi sans protection et sans faveur d'aucune sorte. D'autres ont acquis cette fortune grâce à la protection et à l'aide officielles directes ou indirectes du gouvernement. Mais en tout cas, tous ont pris goût au commerce, et y prendre goût est la meilleure façon de s'y attacher et de persévérer. Le résultat de ce goût pris pour les entreprises commerciales par ceux qui ont été favorisés ou protégés — en supposant même que cette protection eût été *illégale*, comme d'aucuns le prétendent — assure, à mon avis, des avantages si considérables qu'ils effacent l'illégalité. »

2. *L'incapacité* des couches supérieures turques dans tous les domaines de la vie sociale est aussi notoire que leur rapacité. Je souscris volontiers aux paroles d'un de mes amis, l'auteur d'un livre récent, *Le Problème turc*, qui trouve qu'« il y a un trou dans leur cervelle ». En effet, ni dans le domaine des sciences, ni dans celui des lettres ou des arts, les Turcs n'ont produit des œuvres durables. Ce sont les Grecs, les Arméniens, d'autres « rayas » encore, qui leur ont construit leurs palais et leurs mosquées. De même, dans la diplomatie, dans l'administration, dans les finances, les Turcs ont largement exploité l'intelligence et le travail des races soumises. Dans l'histoire de l'empire ottoman, il est difficile de découvrir un véritable homme d'Etat de pure race turque. Les Turcs ont dû également céder aux rayas le terrain des affaires. Presque tout le gros commerce, presque tous les métiers sont entre les mains des Grecs, Arméniens et Juifs. Ce qui fait qu'il n'existe presque pas dans l'empire de classe moyenne turque, à part les officiers et les fonctionnaires. Les premiers sont bons jusqu'au grade de colonel, et les autres sont à la hauteur des postes qui n'exigent pas de vraies qualités d'administrateur ou d'homme d'Etat. Dès qu'ils sont arrivés au sommet de leur carrière, le « trou dans la cervelle » se fait sentir, et presque tous font faillite.

Punition d'une race qui a trop vécu en vraie parasite, du sang et de la cervelle des autres.

3. Les gouvernants turcs sont presque tous imbus d'un chauvinisme aigu et d'une xénophobie stupide. Pour démontrer cette thèse, le seul exemple des mas-

sacres arméniens suffit. Comme je l'ai déjà dit, les massacres de 1895-96 n'étaient nullement dûs à l'explosion d'un fanatisme religieux, mais tout simplement aux ordres d'Abdul-Hamid. De même, en 1915, les humanitaires jeunes-turcs qui, certes, ne sont pas imbus de fanatisme religieux, et dont un certain nombre adhèrent à la franc-maçonnerie, ont de propos délibéré et de sang-froid décrété l'extermination du peuple arménien. Nous ne savons pas si les mains coupées des petits enfants, les promenades des femmes nues dans le désert, les viols en présence des maris ou de parents mutilés, entraient également dans le programme des grands chefs, ou y ont été ajoutés par les exécuteurs pour leur divertissement personnel. Des Américains ont eu l'impression que même les cruautés étaient bien organisées. Mais ce que nous savons, c'est que les massacres sur place et en route étaient commis par ordre. Les épidémies dans les camps de concentration exposés aux intempéries et laissés sans ravitaillement, étaient voulues. La détermination des convois en route par la faim, la soif et les maladies était prévue. Prévue aussi la mort lente sur place des Arméniens arrivés dans les lieux malsains de déportation. Car le gouvernement turc et les agents du Comité Union et Progrès veillaient à ce qu'aucune atténuation ne fût apportée aux rigueurs de leur système. Avec une impitoyable dureté, le gouvernement turc interdisait et repoussait toute intervention charitable des Européens qui se trouvaient dans le pays, ainsi que celle du gouvernement américain auquel il refusa même la permission de trans-

férer les Arméniens en Amérique. Et les membres des comités locaux d'Union et Progrès étaient là pour stimuler le zèle des autorités et pour dénoncer et faire révoquer les fonctionnaires accessibles à la pitié. D'aucuns même se dérangèrent en personne pour aller organiser sur place un petit massacre ou pour donner aux assassins un coup d'épaule utile, sans oublier de prendre ensuite un juste repos dans les bras des filles des massacrés, converties à la vraie religion.

Il faut reconnaître, la justice l'exige, qu'il s'est trouvé des fonctionnaires turcs pour refuser d'exécuter les ordres sanglants de Constantinople et même pour tâcher de les contrecarrer. Ainsi, les gouverneurs de Smyrne, de Bagdad et de Kutahié ont réussi à empêcher tout massacre. Mais pareille opposition n'a été couronnée de succès que dans ces trois cas. La résistance de quelques autres valis a été bien vite brisée, et les ordres de Constantinople ont été exécutés par des fonctionnaires plus dociles à la volonté centrale. Car le gouvernement jeune-turc avait décidé l'*extermination* de la race arménienne. Comme l'a dit avec une terrible justesse un témoin étranger, la déportation n'était qu'une *forme polie du massacre*. Les fonctionnaires provinciaux dévoués au gouvernement et au courant de ses intentions ne l'ont nullement caché. Ils l'ont crié à la face des Américains et des Allemands. Le moutessarif de Mouch a dit ouvertement qu'au premier moment opportun on anéantirait toute la race : « Vous ne comprenez pas ce que nous nous proposons », dit le président d'une

commission de déportation à un Allemand, « nous voulons détruire le nom arménien. De même que l'Allemagne ne veut laisser subsister que des Allemands, nous, Turcs, nous ne voulons que des Turcs. »

Que dire maintenant du rôle du peuple turc lui-même dans l'affreux drame? La bonté tant vantée du peuple turc aurait pu se faire jour pendant la déportation des Arméniens et empêcher, sinon l'exécution, tout au moins des souffrances et des tortures aussi atroces qu'inutiles. Mais, à part quelques honorables exceptions, nous devons malheureusement constater que l'intervention des hommes du peuple, turcs et kurdes, et surtout des gendarmes turcs, a été marquée par des atrocités qui ont peut-être dépassé celles de 1909 et de 1895. En outre, la population musulmane a ordinairement cherché à profiter des déportations pour s'enrichir par le pillage. L'on ne saurait donc pas nier que l'honneur des peuples turc et kurde n'ait subi, du fait des massacres, de nouvelles et profondes atteintes aux yeux de l'histoire.

4. A ce trait de *cruauté froide*, propre à la plupart des Turcs, je dois joindre celui d'une *mauvaise foi insigne* que je n'ai pu constater que trop souvent pendant ma longue carrière en Turquie.

La mauvaise foi, dont a de tout temps fait preuve la Sublime Porte vis-à-vis des puissances, est trop connue pour qu'il soit besoin d'y insister. Mais les premiers enthousiasmes libertaires une fois éteints, les maîtres de la Jeune-Turquie ont peut-être encore

dépassé les Vieux par leur duplicité. Toutes les concessions faites aux Arméniens, aux Arabes, aux Slaves, aux Albanais n'ont été accordées qu'avec la ferme intention de les violer, et de fait ont été retirées à la première occasion propice. La perfide comédie de neutralité, jouée pendant la période qui précéda l'entrée de la Turquie en guerre, a un caractère particulièrement révoltant. Les rôles étaient distribués entre les différents membres du cabinet turc de sorte que les uns se représentaient comme « modérés » et tâchaient d'arracher aux représentants de l'Entente différentes concessions, soi-disant pour empêcher leurs camarades « activistes » d'entraîner le pays à la rupture de la neutralité, laquelle, en même temps, était chaque jour copieusement violée sous les yeux des ambassadeurs. Faut-il rappeler le rôle du *Gœben* et du *Breslau* et les messages radiotélégraphiques envoyés de Constantinople à Berlin, les séquestrations des marchandises des Alliés opérées par des autorités militaires allemandes en plein Bosphore neutre?

5. A cette duplicité turque se joint un *cynisme* des plus éhontés, qui se fait jour dès qu'il pense, à tort ou à raison, rester impuni. Ainsi je me souviens que, sous Abdul-Hamid, la Porte envoya un jour à l'ambassade de Russie une note où, tout en niant les atrocités bien avérées commises par les troupes turques contre les villages macédoniens, elle déclarait que « les fanatiques Bulgares se mutilaient eux-mêmes, rien que pour ternir la réputation des braves troupes impériales ottomanes ». Mon chef, l'ambas-

sadeur Zinoviev, me chargea de restituer cette note à la Sublime Porte, pour indécence. L'excellent secrétaire général Nouri Bey reprit aussitôt le document, tout en s'excusant de n'avoir pas pu lui-même faire la « toilette » de la note, pour cause de maladie.

Mais ici encore les Jeunes-Turcs ont dépassé les Vieux. Les factums qu'ils ont publiés pendant la guerre pour se disculper des différentes accusations qui leur ont été adressées, reflètent de la plus curieuse façon leur mentalité. Ainsi, un ancien grand vizir a publié un article où entre autres il déclare que « le panislamisme turc est une *légende* montée contre la Turquie par de faux amis ou des ennemis cachés », ou bien que « c'est la Russie qui, en envoyant des navires pour semer des mines à l'entrée du Bosphore » a provoqué la guerre avec la Turquie. Et le Comité Union et Progrès, dans son rapport annuel de 1916, reproche à la Russie de s'être opposée à la *réorganisation militaire* de la Turquie par l'Allemagne!

Mais là où le cynisme atteint son comble, c'est lorsque le gouvernement ottoman tâche dans un lamentable « plaidoyer » d'excuser l'extermination des Arméniens par une prétendue révolution. Or, il est établi par d'irréfutables témoignages, qu'il n'y a eu aucune révolte arménienne, mais que, dans certains endroits, instruits par le passé, les Arméniens n'ont pas voulu se laisser massacrer sans résistance. C'est ainsi que le pamphlet ottoman se plaint amèrement de ce qu'à Charki Karahissar les « Arméniens n'ont pas même voulu prêter l'oreille aux conseils paternels et aux propositions conciliantes des autorités turques ».

Or, ces autorités paternelles les invitaient à se *rendre*, dans le but évident de les massacrer, sans rencontrer de résistance, — comme des milliers de leurs congénères.

D'ailleurs, Talaat a dû avouer au correspondant du *Berliner Tageblatt* qu'il était matériellement impossible de faire des distinctions entre les Arméniens coupables et innocents, car ceux qui étaient innocents aujourd'hui auraient pu devenir coupables demain. C'est d'ailleurs le même Talaat qui, en 1914 encore, sollicité, par un de mes collègues de l'ambassade de Russie, de *resstituer* un criminel politique dont son gouvernement s'était emparé à l'aide d'un faux, répondit avec le sourire cynique qui reflète si bien la mentalité turque : « restituer, non ; tuer, oui ! » Et très content de son bon mot, il fit assassiner le malheureux dans sa prison et annonça ensuite à l'ambassade que celui-ci s'était suicidé.

Je dois aussi une mention à une variété de cynisme, spéciale, me semble-t-il, aux Turcs. C'est celle de forcer leurs victimes à glorifier leurs bourreaux. Ainsi, Djémal pacha, gouverneur général de la Syrie, après avoir introduit la famine et la terreur dans ce malheureux pays, a obligé les patriarches chrétiens de la Syrie et de la Palestine à publier une déclaration, où ils nient tous les malheurs de leurs ouailles et où ils déclarent Djémal pacha leur bienfaiteur et sauveur, envoyé par Dieu lui-même.

Je dois nécessairement terminer ici le chapelet des qualités essentielles *du monde politique* vieux ou jeune-turc. Je me suis étendu sur ce monde, puisque

lui seul compte dans le pays. Mais on m'opposera les qualités du peuple turc. Eh bien, un écrivain grec, M. Addosidès, dit de lui : « Il est brave, loyal, humain, doux, sauf, on l'a dit cent fois, quand il coupe des têtes ». Je ne serai pas aussi méchant. Certes, le soldat turc est vraiment brave; certes, le paysan et l'homme du peuple turc sont sobres et font une première impression de bonté et de loyauté. Mais j'avoue que mon long séjour en Turquie m'a rendu très méfiant vis-à-vis de cette « loyauté » turque qui me semble plutôt factice. Cet effet de bonté et de loyauté, produit par les Turcs sur beaucoup d'observateurs superficiels étrangers, me semble être plutôt le reflet de leur *politesse* exagérée. Je crois au contraire le Turc — le plus grand comme le plus humble — très hypocrite et se servant de la politesse orientale comme d'un impénétrable rempart, derrière lequel il n'arrive que trop souvent à cacher son âme véritable. Malin sera celui qui démêlera la vraie pensée de son interlocuteur turc, lequel tâchera toujours d'être de son avis.

Je ne pourrais donc affirmer, en raison d'expérience directe, du bas peuple turc, que son fatalisme ou sa passivité, jointe à une extrême ignorance et une grande sobriété qui lui font supporter les plus abominables régimes. Mais est-il donc tellement injuste de juger un peuple d'après ses classes dirigeantes? Il faut ne pas perdre de vue que la Turquie a toujours été une *despotie démocratique*, dans ce sens que l'aristocratie n'y existe pas et que de tout temps l'homme du peuple, le fils de scribe, de paysan ou de pêcheur,

a pu devenir et est devenu Pacha ou Grand Vizir. Les classes dirigeantes se recrutent donc en partie dans le peuple. Il est vrai que le sang de beaucoup d'entre eux est mélangé, les harems ayant souvent contenu des Grecques, des Arméniennes, des Circassiennes. Beaucoup de grands vizirs ont eu dans les veines du sang non turc et le cas est le même pour beaucoup des chefs jeunes-turcs. Il faut aussi faire la part de l'esprit byzantin qui survit dans les conseils et les bureaux de la Porte et qui a certainement influencé la mentalité turque. Mais il ne faut pas s'exagérer cette influence du sang ou de l'esprit étranger. Ainsi, la plupart des officiers « libérateurs » sont de vrais Turcs, et beaucoup parmi eux sont d'une très modeste origine. Et s'il faut mettre à l'actif du peuple turc leurs généreux élans des premiers jours, leur patriotisme incontestable, il faut également voir des manifestations de l'âme turque dans la conduite de ces militaires devant toutes les abominations qui ont souillé la Turquie, pendant la guerre. Se sont-ils révoltés devant le massacre des innocents, les viols et les pillages ?

Je n'ai presque pas parlé jusqu'ici de l'Islam, car je ne crois pouvoir lui attribuer la déchéance turque. Certes, la loi sacrée du Chéri a vécu son temps et est nuisible au progrès. Mais je ne crois pas que ce soit la foi islamique elle-même qui ait pu déformer un caractère naturellement bon et un esprit ouvert. Car l'expérience sociale du contraire est faite. Lès Arabes et les Persans, peuples musulmans également, ont laissé au monde des trésors de civilisation.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur le rôle qu'a joué dans l'histoire ce peuple turc qui prétend encore être une race *dominante*, ce rôle apparaît plutôt comme tragique. Et cette *tragédie du peuple turc* consiste en ce que, depuis le jour de son apparition sur l'arène mondiale, il n'a *rien* fait pour légitimer son existence au point de vue de la civilisation. Il n'est entré dans la vie des autres peuples qu'en répandant des torrents de sang et de larmes. Il ne s'est affirmé dans le monde que par la guerre et par les chaînes; les chaînes pour la race des autres peuples, les chaînes pour la pensée et pour la liberté de ses propres fils, les chaînes enfin pour la femme musulmane. Il n'a vécu que par *l'esclavage*. Et s'étant assuré la domination sur les vieilles races d'antique culture — Grecs, Arabes, Arméniens, — s'étant érigé en maître de nations slaves pleines de forces vitales radieuses, s'étant emparé de la ville divine prédestinée, peut-être, à devenir le centre du monde, le peuple turc s'est figé dans une immobilité hiératique. Etreint de tous côtés par le réseau de la scolastique musulmane, il n'a pu dans aucun domaine de la pensée humaine faire jaillir les étincelles d'un génie créateur. Ayant emprunté sa religion à la nation arabe, dont l'esprit lui est complètement étranger, il n'a pu créer une Eglise nationale. La pauvre langue turque se refuse à servir de véhicule à la pensée scientifique et puise dans l'océan de la littérature arabe presque tout son fonds de notions abstraites. Et bien qu'il se soit revêtu des vêtements somptueux de la pensée arabe, bien

qu'il se soit paré des pierres précieuses enlevées au trésor de la poésie persane, le peuple turc n'a enfanté aucune grande idée nouvelle. Jamais le monde n'a surpris sur les lèvres turques de nouvelles mélodies ou chansons, jamais l'esprit turc ne l'a enrichi de nouvelles formes ou images. Le peuple turc n'a pas légué à la postérité un seul grand nom de poète, d'artiste, de sculpteur, de musicien, de savant que l'humanité puisse répéter avec joie et avec amour. Il n'a déposé aucune offrande sur les autels du Beau, du Vrai, du Bien. *Il a été un peuple stérile, un peuple sans fruit.* Sa mission historique était de détruire, et la destruction n'exige pas une âme. Mais une âme est nécessaire pour les fondements de la vie nationale, et c'est cette âme qui jusqu'ici a fait défaut à la Turquie.

III

La race turque a-t-elle donc vraiment le droit de prétendre à la continuation de la tutelle qu'elle exerçait jusqu'ici sur les peuples de l'empire ottoman ?

Depuis un siècle, les grandes puissances européennes sont constamment intervenues en Turquie en faveur des races opprimées. C'est dans les péripéties de la question d'Orient que s'est développée et s'est précisée la belle théorie de *l'intervention d'humanité*, qui se prévaut de la loi de solidarité humaine. Cette théorie, surtout latine par ses origines, est surtout la contre-partie de la brutale doctrine allemande de l'omnipotence de l'Etat. En effet, la souveraineté de l'Etat ne saurait être absolue. La

liberté, la compétence de l'Etat est circonscrite par le droit international et par le droit humain définissant les droits de l'homme. Non pas que ce droit humain se confonde avec un prétendu droit naturel immuable, éternel. Mais pour chaque époque de l'histoire, il doit exister un *minimum juridique* au-dessous duquel la communauté internationale ne doit pas permettre à l'Etat de descendre.

La guerre mondiale ne saurait être mieux définie que comme une lutte pour l'avènement du droit humain. Dans la conscience des peuples de l'Entente, nous voyons apparaître quelques catégories des droits de l'homme et de la nation qu'ils déclarent dorénavant inviolables, et qu'ils veulent protéger par leur force commune contre toute atteinte. C'est pour chaque homme, le droit à la vie, à la liberté personnelle et de conscience, le droit à la propriété. C'est pour chaque nation, le droit au libre développement de ses forces matérielles et de son génie individuel. Ce sont ces droits qui constituent le minimum juridique de notre temps, celui pour lequel combat l'Entente, et dont elle aspire à faire le fonds juridique de toute communauté internationale.

Le sort qui attend l'empire ottoman après la victoire de l'Entente et en application des principes par elle proclamés, a été défini nettement et sans ambages, dans plusieurs déclarations solennelles. L'Entente veut « l'affranchissement des populations soumises à la sanglante tyrannie des Turcs » et « le rejet hors d'Europe de l'empire ottoman, décidé-

ment étranger à la civilisation occidentale » (Note des Alliés au Président Wilson du 10 janvier 1917).

Ce verdict ne paraît que juste. La nation-vampire turque ne saurait plus rester tutrice des peuples arménien, arabe, grec, syrien. Le trustee turc, au nom de l'humanité entière, doit être déclaré déchu de ses droits usurpés, et si l'un ou l'autre des peuples affranchis a besoin d'une tutelle, elle sera confiée à des mains plus compétentes et plus équitables, choisies par le congrès qui arrangera les affaires du monde.

Une régénération turque est possible, dit-on. — Soit. — Mais, en attendant que le peuple turc se forge une âme neuve, le droit humain s'oppose absolument à ce qu'il fasse de nouvelles expériences sur les âmes des autres nations. Les Turcs ont trop longtemps vécu en bourreaux et en parasites. Qu'ils aillent donc dans les pays purement turcs, qu'ils tâchent d'y créer un Etat turc franchement libéral, et dans ce nouveau milieu, ils trouveront peut-être le chemin de l'humanité.

La nation turque peut se régénérer. Cette régénération sera saluée avec joie par l'humanité. Mais en tout cas, l'Empire ottoman, tuteur d'autres races, doit disparaître.

DU MÊME AUTEUR

LE SORT DE L'EMPIRE OTTOMAN

Payot et C^{ie}, Lausanne-Paris, in-8°, XII-631 p.